

**UNIVERSITÉ**  
**LUMIÈRE**  
**LYON 2**

# Les licences et masters de la faculté de droit Julie-Victoire Daubié

Offre de formation 2022-2026



Une nouvelle offre de formation sera offerte à partir de la rentrée 2022.

La licence est le premier cycle réparti sur trois années d'études (L1, L2, L3).

Le master est le deuxième cycle réparti sur deux années d'études (M1, M2).

**UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2**

Campus Berges du Rhône, rue de l'Université (L1, L2 et L3 droit, masters)



Campus Portes des Alpes (L1, L2 et L3 AES)



**UNIVERSITÉ**  
**LUMIÈRE**  
**LYON 2**

# Les licences de la faculté de droit Julie- Victoire Daubié

Offre de formation 2022-2026

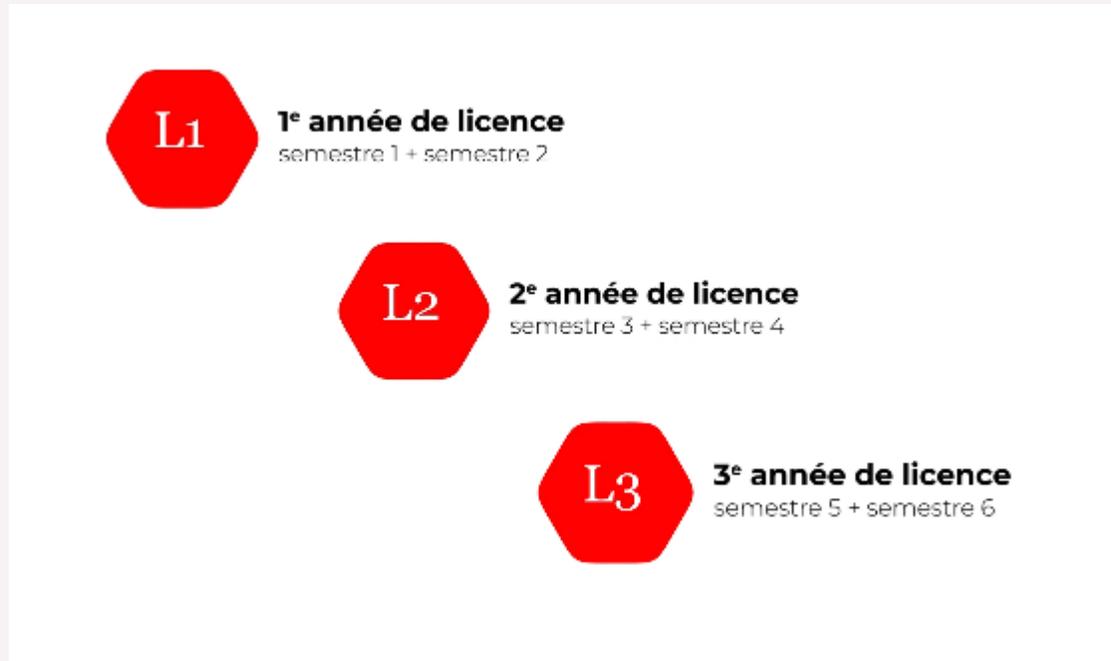
# Formations et diplômes proposés

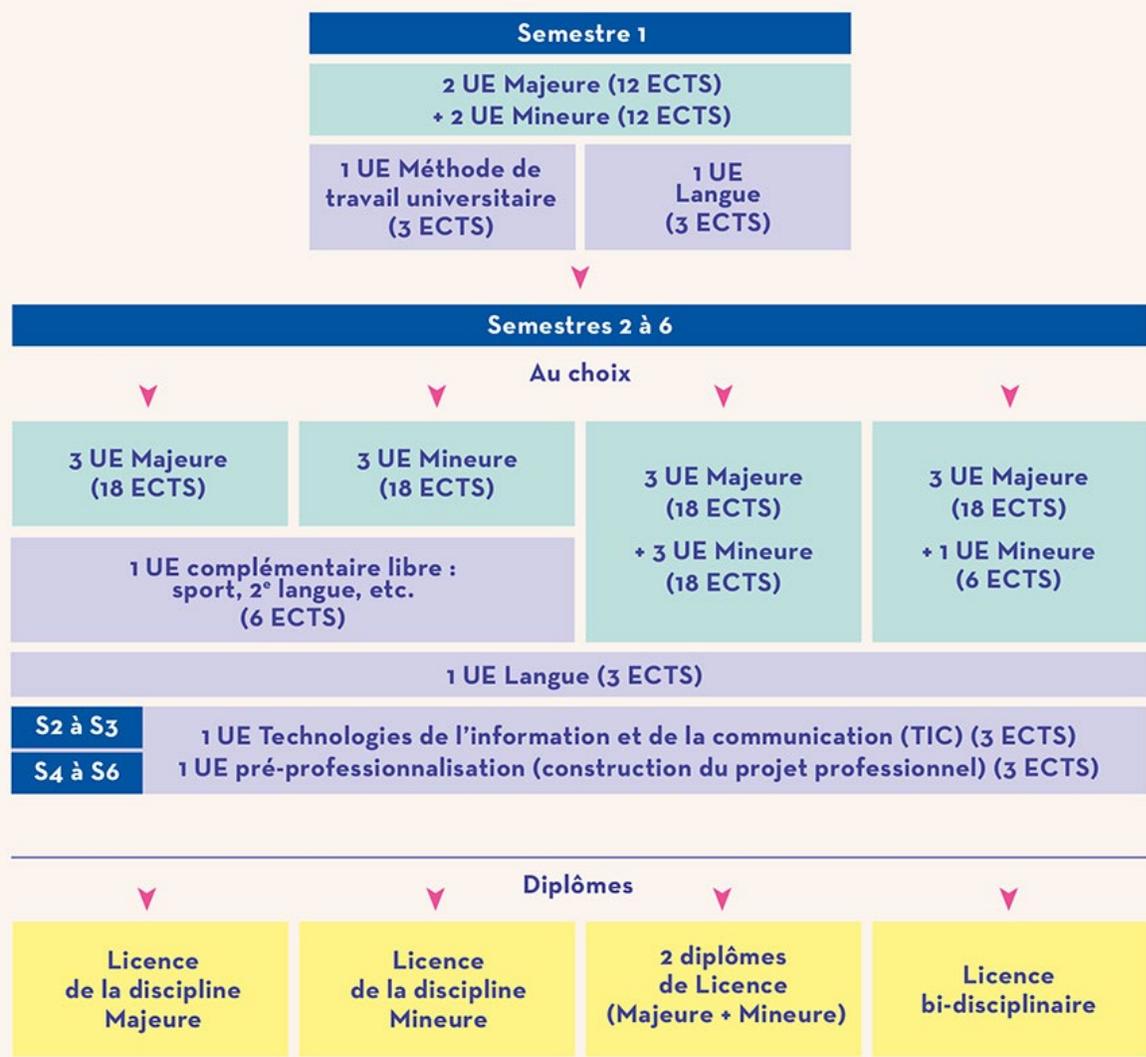
La licence est un diplôme national reconnu au niveau européen (180 crédits ECTS à raison de 60 crédits par année).

La Faculté de droit-Julie Victoire Daubié propose des formations débouchant, à la suite de trois années d'études, sur les diplômes suivants :

- Licence mention droit, parcours droit privé
- Licence mention droit, parcours droit public
- Licence bidisciplinaire droit – sciences politiques
- Licence bidisciplinaire droit – histoire de l'art
- Licence mention administration économique et sociale, parcours droit et gestion des entreprises
- Licence mention administration économique et sociale, parcours marketing et commerce international
- Licence mention administration économique et sociale, parcours économie et management des entreprises
- Licence mention administration publique
- Double licence droit & sciences économiques et gestion (deux diplômes)

# Structure générale de la licence



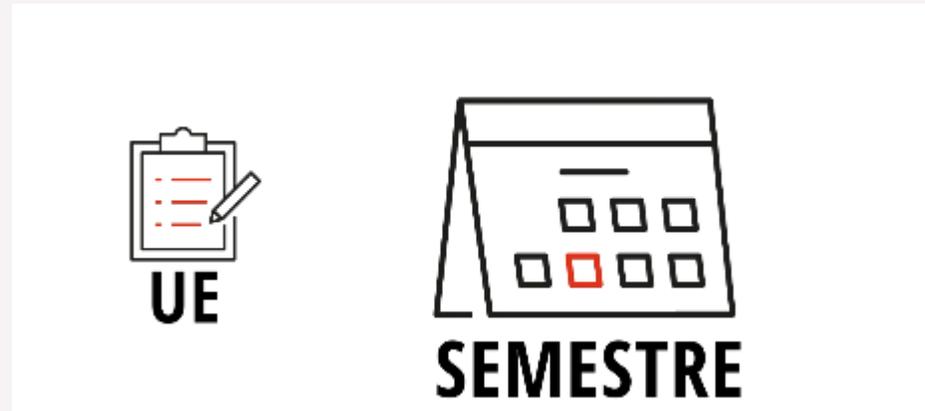


# Structure générale de la licence

Mentions de Licences	Disciplines Majeures	Disciplines Mineures
<b><u>Droit, Économie, Gestion</u></b>		
ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (AES)	Administration économique et sociale	Droit
	Administration économique et sociale	Économie et gestion
ADMINISTRATION PUBLIQUE	Administration publique	Droit
DROIT	Droit	Administration économique et sociale
	Droit	Économie et gestion
	Droit	Histoire de l'Art et archéologie
	Droit	Administration publique
	Droit	Science politique
ÉCONOMIE ET GESTION	Economie et gestion	Administration économique et sociale
	Economie et gestion	Droit
	Economie et gestion	Informatique
	Economie et gestion	Sociologie

# Structure générale de la licence

Chaque semestre est composé d'unités d'enseignement (UE), qui est un ensemble de cours ou éléments pédagogiques (EP).

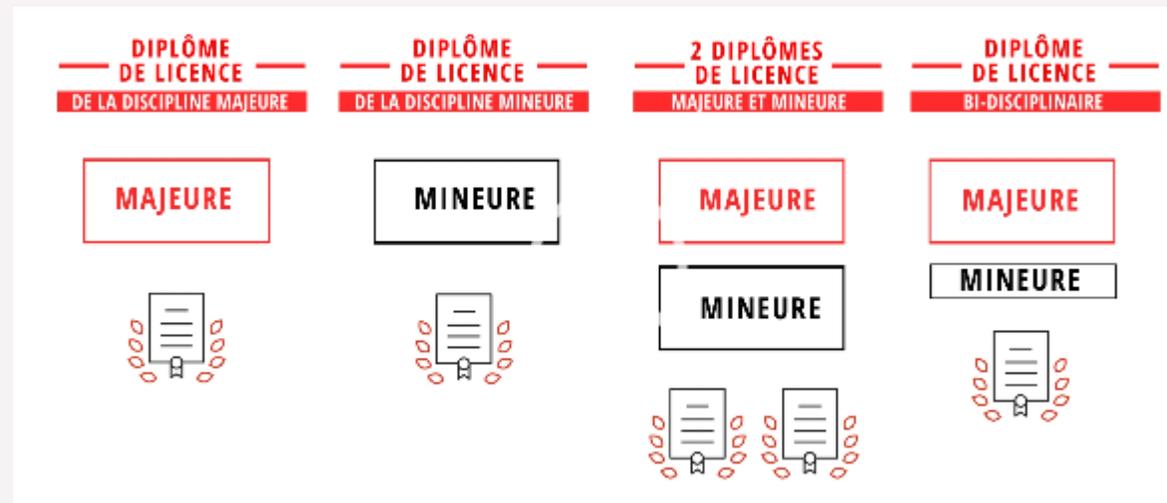


Les UE dépendent des deux disciplines que vous choisirez : discipline principale (= Majeure A) et de la discipline connexe (= Mineure B);

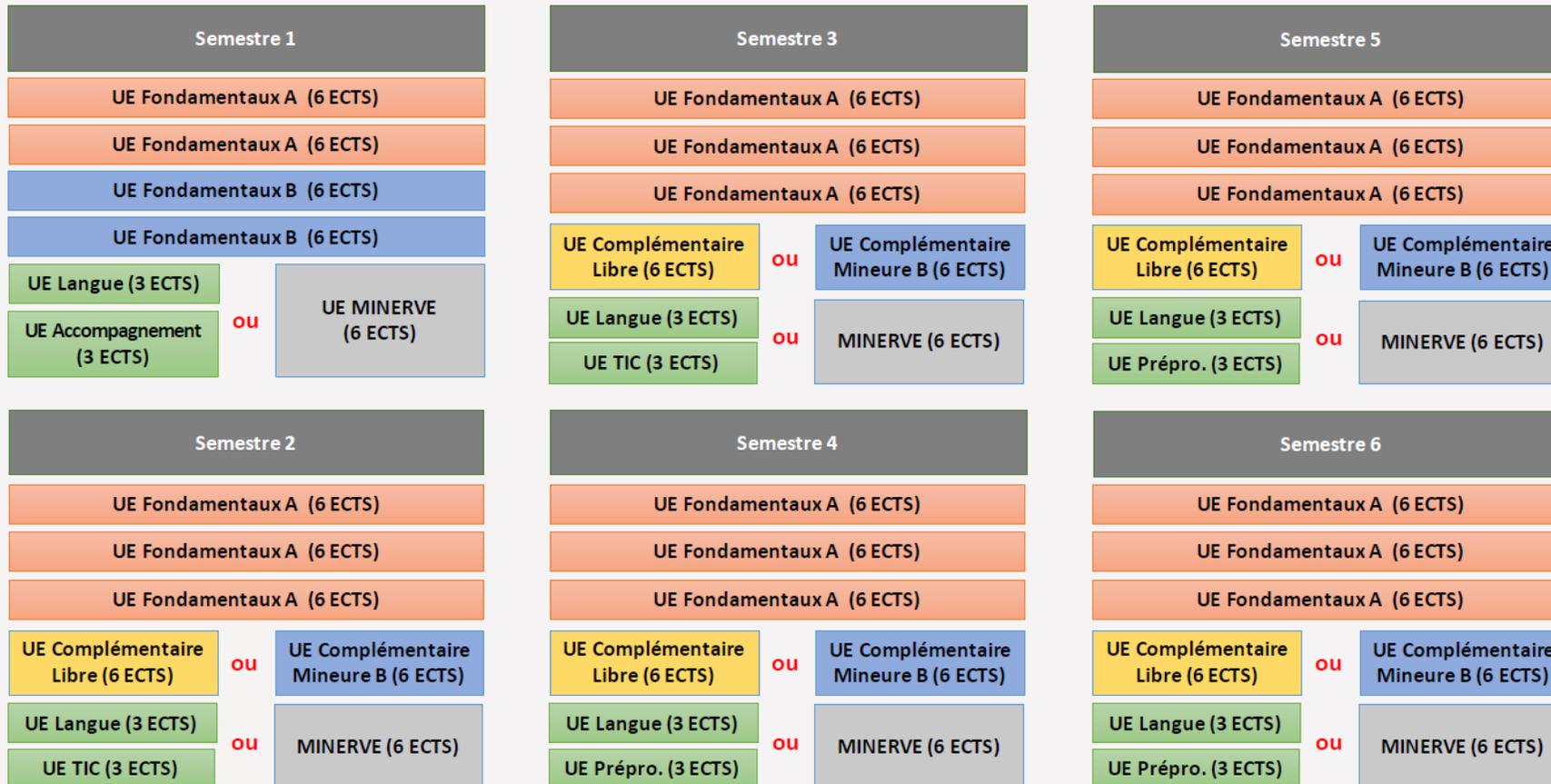
# Structure des licences à l'Université Lumière Lyon 2

À la fin du semestre 1 et en vue du semestre 2, les étudiant.es choisissent l'une des quatre possibilités d'orientation à leur disposition, ainsi que le diplôme de Licence correspondant.

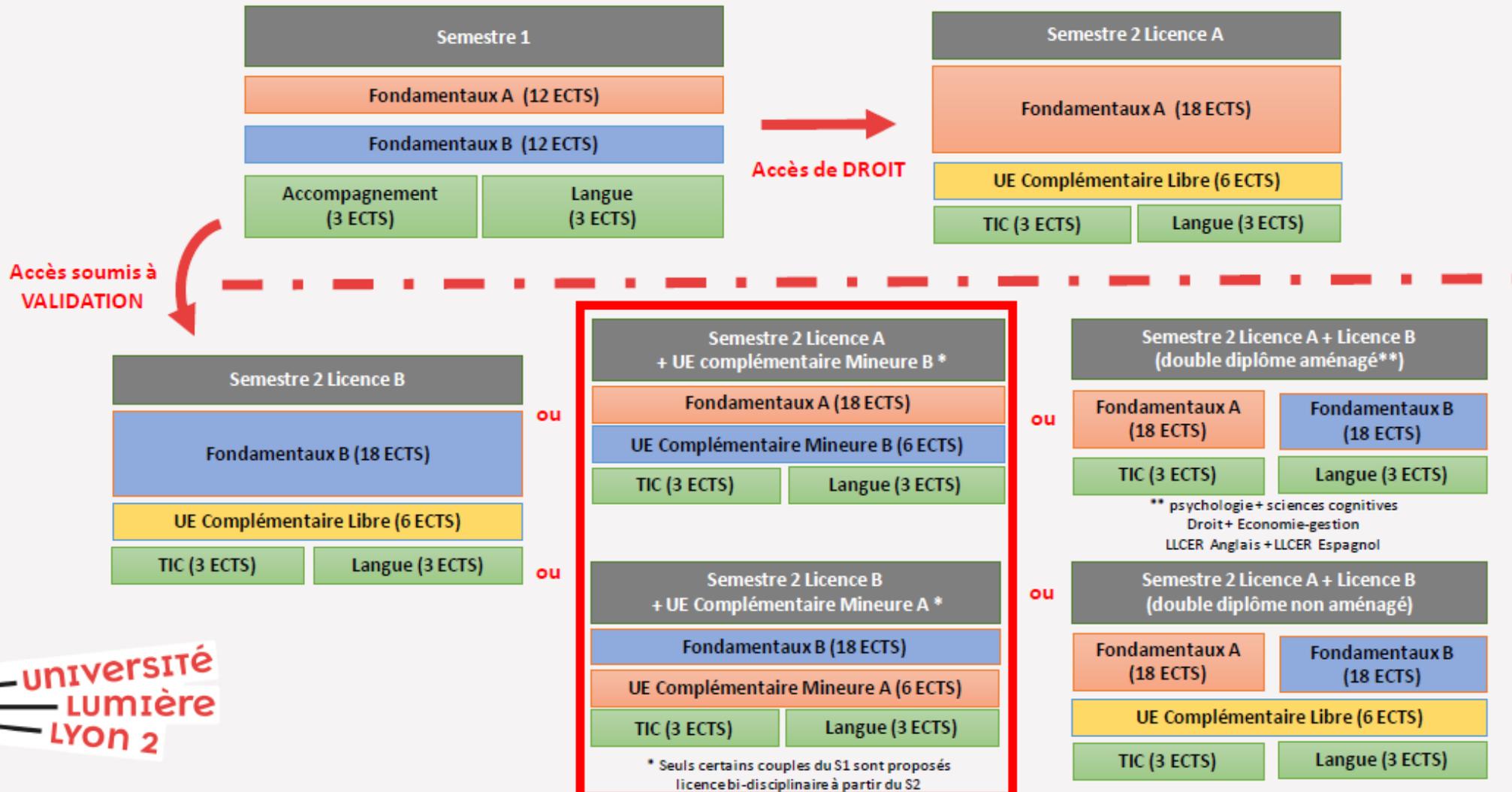
- Poursuivre la formation de leur majeure
- Se réorienter vers la formation de leur mineure
- S'inscrire à une licence bidisciplinaire proposée par l'université
- Suivre une formation menant à une double licence aménagée (emploi du temps compatible) proposée par l'université



# Structure des licences générales à l'Université Lumière Lyon 2



# Structure des licences bidi à l'Université Lumière Lyon 2



# Structure générale de la licence

## Les UE fondamentales

Chaque semestre de licence est composé de deux (S1) ou trois (S2-S6) UE fondamentales, représentant chacune environ 50 heures d'activités pédagogiques (42h au minimum) et permettant chacune aux étudiant.es d'acquérir 6 crédits ECTS.

En S1, outre les deux UE fondamentales, il y a deux autres UE dans une mention/discipline connexe que nous appelons « mineure ».

Les 17 UE fondamentales de la licence (102 ECTS au total) doivent permettre aux étudiant.es d'acquérir l'ensemble des connaissances et compétences disciplinaires visées au référentiel RNCP de la mention.

Chaque UE fondamentale comprend un ou plusieurs éléments pédagogiques (EP) : chacun correspond à un seul type d'activité pédagogique mais plusieurs EP du même type peuvent être proposés au sein d'une même UE.

Au sein d'une même UE, certains EP peuvent être obligatoires et d'autres optionnels ; les EP optionnels peuvent d'ailleurs être liés entre eux (par exemple, l'étudiant peut choisir entre trois options thématiques comportant chacune un CM et un TD).

Tous les EP ne font pas nécessairement l'objet d'évaluations.

# Structure générale de la licence

## Les UE complémentaires obligatoires

Chaque semestre, deux UE complémentaires sont obligatoires pour tou.tes les étudiant.es de licence. Chacune représente environ 25 heures d'activités pédagogiques (21h minimum) et permet de capitaliser 3 crédits ECTS. Ces UE complémentaires obligatoires (langue, accompagnement, TIC, et préprofessionnalisation) doivent permettre aux étudiant.es d'acquérir les connaissances et compétences transversales et préprofessionnalisantes visées au référentiel RNCP de la mention.

- les UE de Langue Vivante (semestres 1 à 6) sont gérées par le Centre de Langues de Lyon 2. Ce sont les étudiant.es qui choisissent la langue qu'ils et elles souhaitent travailler (ils et elles passent un test de niveau dans la langue choisie à leur préinscription en L1).
- L'UE Accompagnement du semestre 1 est assurée par les enseignant.es des composantes/Facultés à hauteur de 20 heures d'activités pédagogiques pour les étudiant.es (qui bénéficieront aussi dans le cadre de cette UE d'une séance de CM TIC au cours de la période d'intégration). L'objectif pédagogique de cette UE est d'accompagner les étudiant.es dans l'acquisition d'une méthodologie du travail universitaire.
- Les UE TIC des semestres 2 et 3 sont assurées par l'ICOM (Institut de la communication de Lyon 2). Ces deux UE, construites sur un mode hybride (6 TD en présentiel, 5 séances de travail autonome), préparent les étudiant.es à la certification PIX en renforçant leurs compétences en traitement de texte, présentation assistée par ordinateur, multimédia, traitement des données numériques.
- Les UE de préprofessionnalisation :
  - Aux semestres 4 et 5, ces UE sont structurées de la manière suivante : 9 heures d'accompagnement à l'élaboration du PPP (Projet Personnel et Professionnel) selon une maquette pédagogique fournie aux équipes par le SCUIO-IP : le module du S4 sera centré sur la construction du projet de l'étudiant.e en tant que tel, tandis que le module du S5 sera centré sur le bilan et la valorisation des compétences + Au moins 12 heures d'un projet de préprofessionnalisation porté par la composante ou, à défaut, au moins 12 heures de préprofessionnalisation en autonomie et évaluée dans le cadre du PPP : participation de l'étudiant.e à des situations améliorant sa connaissance des métiers et/ou de la formation (conférences métiers/formation, rencontre d'un.e conseiller.e d'orientation, rendez-vous réseau, etc.)
  - Au semestre 6, chaque composante définit librement le contenu pédagogique.

# Structure générale de la licence

## Les UE complémentaires optionnelles

A l'exception des étudiant.es inscrit.es en double licence ou en licence « bidi », tou.tes les étudiant.es de licence auront à suivre enfin une UE complémentaire optionnelle (obligatoire mais dont les contenus sont au choix de l'étudiant.e) du semestre 2 au semestre 6. Cette UE représente environ 50 heures d'activités pédagogiques (42 heures au minimum) pour 6 crédits ECTS et permet aux étudiant.es de personnaliser leur parcours de formation en leur offrant la possibilité de consolider leurs connaissances et compétences disciplinaires (enseignements de spécialisation, TIC disciplinaire) et/ou de la compléter par des activités pédagogiques extérieures à leur mention d'inscription mais en lien avec leurs projets et intérêts personnels (LV2, sport, enseignements d'ouverture, et entrepreneuriat).

Pour valider cette UE les étudiant.es s'inscriront librement à deux Eléments Pédagogiques (EP) de leur choix, parmi une liste d'options qui comprendra au minimum des options ouvertes à tou.tes au sein de l'Université ou des options disciplinaires réservées aux étudiant.es de leur mention ou de certaines mentions spécifiques.

### Options ouvertes :

- Langue Vivante 2 assurée par le Centre de Langue ou Français Langue Etrangère ou Langue ancienne ;
- Activité Physique et Sportive (sauf au semestre 2) organisée et assurée par le SUAPS ;
- Entrepreneuriat (uniquement aux semestres 4 et 5) : cette option transversale vise à accompagner les étudiant.es dans la méthodologie et le montage d'un projet personnel très concret et non disciplinaire (elle est en ce sens parfaitement indépendante des UE de préprofessionnalisation)
- Enseignements d'ouvertures : une liste d'enseignements d'ouverture sera proposée chaque semestre aux étudiant.es

# La 1<sup>e</sup> année de Licence à la Faculté de droit Julie Victoire-Daubié

La première année de licence à Lyon 2 est bidisciplinaire. Le/la candidat.e s'inscrit dans la mention de son choix (sa majeure A), auquel il/elle associe une seconde mention (sa mineure B), qui lui permettra de découvrir une deuxième discipline et éventuellement de poursuivre en licence bidisciplinaire, ou de se réorienter. Dès la formulation des vœux sur Parcoursup, les lycéen.nes choisissent un « couple » de disciplines : une **discipline principale, dite Majeure A**, ET une **discipline associée, dite Mineure B**.



Au semestre 1, les deux disciplines (majeure A + mineure B), composées de plusieurs Unités d'Enseignement fondamentales (UE), sont enseignées à **parts égales** pour permettre aux étudiant.es de les découvrir et de choisir leur orientation. Des Unités d'enseignement complémentaires (UE) viennent compléter la formation.



# La 1<sup>e</sup> année de Licence à la Faculté de droit Julie Victoire-Daubié

Le premier semestre de la L1 est un semestre bidisciplinaire, où les étudiant.es suivent deux majeures, A et B, pour 12 crédits chacune. Le tout est complété par deux transversales, la langue vivante et l'accompagnement.

À partir du S2, les étudiant.es poursuivront, pour la majorité d'entre eux/elles, dans leur majeure A, avec 18 crédits par semestre (sur 30) d'UE de fondamentaux de la discipline. Pour les 12 crédits restants, l'étudiant.e choisit son parcours dans la complémentaire (6 ECTS) entre renforcement disciplinaire, ouverture, sport, LV2..., et a deux transversales de 3 ECTS, la langue vivante, et, suivant le semestre, les techniques de l'information et de la communication (S2+S3) ou la pré-professionalisation (S4+S5+S6).

À l'exception des étudiant.es inscrit.es en licence bidisciplinaires (« bidis ») ou en double licence, tou.tes les étudiant.es de licence auront à suivre une **UE complémentaire optionnelle** (obligatoire mais dont les contenus sont au choix de l'étudiant.e : c'est une UE complémentaire « libre ») du semestre 2 au semestre 6, de 6 crédits ECTS

Spécificité des **parcours bidis** : l'UE complémentaire optionnelle est remplacée par l'une des UE fondamentales de la mention mineure (celle choisie par l'étudiant.e au semestre 1). L'année se valide par trois UE majeures (18 ECTS) + une UE mineure (6 ECTS).

# La 1<sup>e</sup> année de Licence à la Faculté de droit Julie Victoire-Daubié

Le volume horaire est de 250 heures environ par semestre.

Les matières enseignées sont non seulement les matières fondamentales classiques en droit privé (introduction au droit, droit de la famille) et public (droit constitutionnel), mais aussi des matières « complémentaires » (histoire du droit, relations internationales...).

Sont par ailleurs enseignées une langue vivante (langues proposés : <https://www.univ-lyon2.fr/universite/structures-et-services/centre-de-langues>) et les techniques de l'information et de la communication (TIC).

La 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> année de droit peuvent être complétées par le parcours de promotion des talents « Julie-Victoire Daubié ».

La licence peut également être suivie avec l'option internationale MINERVE (qui donne lieu à la délivrance d'un diplôme d'université en droit allemand, italien ou espagnol).

# La 2<sup>e</sup> année de Licence à la Faculté de droit Julie Victoire-Daubié

Si la 1<sup>e</sup> année est validée, l'étudiant.e peut s'inscrire en 2<sup>e</sup> année dans l'une des mentions :

- Droit : la 2<sup>e</sup> année de droit est proposée sous la forme de 3 parcours : un parcours général auquel la majorité des étudiants s'inscrira pour poursuivre sa formation en droit privé et en droit public, un parcours bidi Droit-histoire de l'art, un parcours bidi Droit-Science politique.
- Administration publique
- Administration économique et sociale

# La 3<sup>e</sup> année de Licence à la Faculté de droit Julie Victoire-Daubié

Si la 2<sup>e</sup> année est validée, l'étudiant.e peut s'inscrire en 3<sup>e</sup> année dans l'un des parcours de la 2<sup>e</sup> année de la mention :

- Licence mention droit, parcours droit privé
- Licence mention droit, parcours droit public
- Licence bidisciplinaire droit – sciences politiques
- Licence bidisciplinaire droit – histoire de l'art
- Licence mention administration économique et sociale, parcours droit et gestion des entreprises
- Licence mention administration économique et sociale, parcours marketing et commerce international
- Licence mention administration économique et sociale, parcours économie et management des entreprises
- Licence mention administration publique

# Double licence SEG-droit

## **Double licence sciences économiques et gestion (SEG) & droit**

***Une double formation ouvrant sur des masters en droit des affaires et/ou gestion. Elle sera accessible sur candidature à la fin du premier semestre de la L1.***

En plus des cours de la licence en droit privé, les étudiant.es suivront les enseignements suivants (6 crédits ECTS / semestre) :

S2 Management stratégique et objectifs de développement durable (CM & TD)

S3 Introduction à la socio-économie (CM & TD)

S4 Comptabilité de gestion (CM & TD)

S5 Finance I et Finance II (CM)

S6 Diagnostic stratégique (CM & TD)

# Focus sur le programme Minerve



Le Programme International MINERVE (PIM), est un dispositif de formation disciplinaire en allemand, espagnol et italien, permettant de renforcer ses compétences linguistiques et disciplinaires durant les trois années de formation Licence, tout en poursuivant l'apprentissage de l'anglais ; il constitue également un avantage et une préparation optimale à des expériences d'études à l'étranger, possibles dès la 3ème année de Licence.

Nos licences offrent ainsi la possibilité d'intégrer le Programme International MINERVE Allemand, Italien ou Espagnol.

Le niveau B2 est requis dans la langue choisie.

- Un avant-goût d'Erasmus
- Enseignements par des professeur.es d'universités étrangères : Francfort, Flensburg, Barcelone, Gironne, Amérique latine, Bergame, Gênes, Rome...
- Des perspectives d'emploi
- MINERVE forme les futur.es diplômé.es à maîtriser non seulement l'anglais mais aussi une autre langue et une autre culture pour être capables d'évoluer en milieu international.
- Une double certification en langue
- Si validation de ces cours : obtention d'un diplôme universitaire (gratuit) en droit allemand, droit espagnol ou droit italien

Objectif : niveau C1 en allemand, espagnol ou italien

Objectif : niveau B2 à C1 en anglais

# Focus sur la mobilité

Possibilité d'étudier dans un établissement partenaire de Lyon 2 à l'étranger pour un semestre ou deux semestres.

- Vous payez les frais d'inscription de Lyon 2 mais pas ceux de l'établissement partenaire.
- En tant qu'étudiant.e en échange, vous suivez des cours sur place et obtenez un relevé de notes qui sera transcrit en notes Lyon 2 à votre retour.

NB : il n'y a pas de diplôme acquis dans l'établissement d'accueil.

# Focus sur le parcours Julie-Victoire Daubié

Ce parcours propose un apprentissage complémentaire de la discipline juridique, en mêlant :

- des études ciblées (grâce à des traitements de cas) ;
- des analyses transversales (grâce à des séminaires et des conférences mettant le Droit en perspective) ;
- des méthodes d'apprentissage innovantes (par le recours au théâtre, à des ateliers de lecture ou des mises en situation).

Réservé à un groupe de trente étudiants (après examen du dossier de candidature), il vise à aiguïser l'esprit d'analyse des étudiant.e.s, stimuler leur réflexion, éveiller leur curiosité et élargir leur culture. La formation, qui sera progressivement mise en place en parallèle de chacune des trois années de Licence, aboutit à la délivrance d'une attestation valorisant la Licence ainsi que l'engagement des étudiants.

Ce parcours est ouvert aux étudiants en L1 et L2.

Plus d'informations sur ce parcours : <https://droit.univ-lyon2.fr/formation/parcours-julie-victoire-daubie-1>



# Les licences professionnelles

La 2e année validée, possibilité est offerte, sur candidature, de poursuivre en licence professionnelle :

- **Licence professionnelle - Activités juridiques : assistant.e juridique** : il s'agit d'une part, de proposer aux étudiant.e.es titulaires d'une deuxième année de licence Droit, A.E.S. ou L.A.P., une formation professionnalisante leur permettant d'accéder directement, dans de bonnes conditions, au marché de l'emploi en tant qu'assistant.e de juristes. D'autre part, c'est l'opportunité pour les meilleur.es étudiant.e.es titulaires d'un Diplôme Universitaire de Secrétaire Juridique, d'un Diplôme Universitaire Technologique Carrières Juridiques ou d'un Brevet de Technicien Supérieur sur le même secteur d'activités, d'obtenir un complément de formation en Droit.
- **Licence professionnelle Droit, procédures et métiers du contentieux** : la Licence professionnelle « Activités juridiques : contentieux et recouvrement », parcours « Droit, procédures et métiers du contentieux » a pour objectif la formation et l'insertion professionnelle des étudiant.e.es dans le domaine du recouvrement de créances et de la gestion des dossiers contentieux ou pré-contentieux. La formation dispensée reçoit le soutien de la chambre régionale des huissiers de justice du ressort de la Cour d'appel de Lyon.

# CLASSE PREPA LYON 2/AES - MINIMES

*Un défi à relever pour accéder aux grandes écoles de commerce.*

**Un double parcours** : obtenir une Licence AES ET préparer les concours d'admission parallèle en grande école de commerce (entrée en 2ème année) principalement Tremplin 2 ou Passerelle 2 mais AST en général

**Un dispositif adapté :**

- **Cours à l'Institution des Minimes tous les jeudis et vendredis après-midi** (calendrier Lycée + quelques samedis évaluations et concours blancs)
- **Mise en place d'équivalences et de dispenses** : cours et notes anglais Minimes, LV2 possible, dispense TICE et PEE remplacés par note Minimes.



# La licence à la faculté de droit Julie-Victoire Daubié - Les effectifs

- L1 : 661 étudiant.es en 2021-2022, soit deux amphis de 300/350 étudiant.es et des TD de 35 étudiant.es environ.
- L2 :
  - Droit : 400 étudiant.es
  - AES : 162 étudiant.es
  - Administration publique : 52 étudiant.es
- L3 :
  - Droit : 300 étudiant.es, répartis en 4 parcours : Droit privé : 269 // Droit public : 64 // Droit-Science po : 25 // Droit de l'art et du patrimoine culturel : 12
  - AES : 260 étudiant.es, répartis en 2 parcours : GDE : 70 // MMCI : 190
  - AP : 31 étudiant.es

# Parcoursup

The screenshot shows the Parcoursup website interface. At the top, there is a navigation bar with the French Republic logo and the Parcoursup logo. Below this is a search bar containing the text 'licence en droit université lumière lyon 2'. The search results are displayed in a list format, with a sidebar on the left for filtering. The sidebar includes sections for 'Types d'établissement', 'Apprentissage', 'Types de formation', 'Internat', and 'Aménagement'. The main content area shows three search results, each with a title, description, and buttons for 'Voir la fiche' and 'Formations similaires'. The results are sorted by 'Pertinence (décroissant)'.

← → ↻ 🏠 <https://dossier.parcoursup.fr/Candidat/carte>

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**parcoursup**

**Recherche des formations**

🔍 licence en droit université lumière lyon 2 ✕

✕ Effacer les filtres 21 formations consultables dans cette zone géographique.

▼ **Types d'établissement** ? Pertinence (décroissant) ▼

Etablissements Publics 21

▼ **Apprentissage** ?

Formations hors apprentissage 21

▼ **Types de formation** ?

Formations d'architecture, du paysage et du patrimoine 1

Licence 21

Licence sélective 1

> **Internat** ?

> **Aménagement** ?

**Université Lumière-Lyon 2 (69) Public** [🔗](#)  
Licence - Double diplôme - Licence Droit - Coursus franco-allemand - Droits français et allemand – programme Sarrebruck  
[Voir la fiche](#) [📌 Formations similaires](#)

**Université Lumière-Lyon 2 (69) Public**  
Licence - Administration économique et sociale - Administration économique et sociale - LEA Anglais allemand  
[Voir la fiche](#) [📌 Formations similaires](#)

**Université Lumière-Lyon 2 (69) Public**  
Licence - Administration économique et sociale - Administration économique et sociale - Droit  
[Voir la fiche](#) [📌 Formations similaires](#)

**Université Lumière-Lyon 2 (69) Public**  
Licence - Droit - Droit – Administration publique  
[Voir la fiche](#) [📌 Formations similaires](#)

**UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2**

# Parcoursup : les attendus

Les étudiant.es doivent avoir une capacité de travail, de réflexion, d'apprentissage et de mémorisation leur permettant de tirer au mieux profit des enseignements, mais aussi une curiosité d'esprit, un intérêt certain pour les débats qui animent la société contemporaine. Ils/elles doivent également disposer des qualités évidentes d'expression écrite et d'argumentation orale, ainsi que l'envie de mieux comprendre les débats actuels structurant nos sociétés. Ils/elles doivent encore avoir un intérêt pour les questions de fonctionnement des organisations (notamment des entreprises). Plus largement, une certaine maîtrise des langues, principalement de l'anglais, est demandée.

L'ensemble des notes est pris en considération. Une attention particulière est portée sur les notes en Français, Histoire/géographie et Mathématiques.

# L'orientation à la FDJVD après la licence de droit

Licence  
mention droit,  
parcours droit  
privé

Licence mention  
droit, parcours  
droit public et  
bidisciplinaire  
droit public-  
Science  
politique

Licence  
bidisciplinaire  
droit et  
histoire de  
l'art

Master  
Droit  
privé

Master  
Droit  
des  
affaires

Master  
Justice,  
procès,  
procédures

Master  
Droit  
public

Master  
Adm.  
Publ.

Master  
Droit  
privé

Master  
Droit  
des  
affaires

Master  
Droit  
public

# L'orientation à la FDJVD après la licence Administration publique

Licence Administration  
publique

Master  
Administration  
publique

Master  
Droit public

# L'orientation après la licence AES

L3 AES. Marketing  
Commerce International

L3 AES. Economie  
Management des Entreprises

L3 AES. Droit  
Gestion des  
Entreprises

Masters orientés  
**Marketing,**  
commerce,  
**Commerce**  
international...

Masters orientés  
**Management,**  
management  
stratégique,  
management de  
l'innovation...  
**Ecoles de**  
**commerce et de**  
**management**

Masters orientés  
**économie** : Monnaie,  
Banque Finance,  
Assurance, Economie  
de l'environnement et  
des transports,  
Economie du travail et  
de l'emploi, Economie  
sociale et solidaire,  
enseignement  
Economie (MEEF)...

Masters orientés  
**Droit de**  
**l'entreprise** : Droit  
social, Droit des  
affaires, Droit  
Privé...

**UNIVERSITÉ**  
**LUMIÈRE**  
**LYON 2**

# Les masters de la faculté de droit Julie- Victoire Daubié

Offre de formation 2022-2026

# Les masters

## Caractéristiques générales des masters

- **Cinq mentions de master comprenant plusieurs parcours :**
  - Droit privé
  - Droit des affaires
  - Justice, procès, procédures
  - Droit public
  - Administration publique
- **Des masters en deux ans :** sélection à l'entrée de la 1<sup>e</sup> année du master pour toutes les mentions

# Les 14 parcours de master

Master mention droit privé, parcours commissaires de justice

Master mention droit privé, parcours contentieux des contrats

Master mention droit privé, parcours contrats-droit des événements sportifs et culturels

Master mention droit des affaires, parcours droit de la propriété intellectuelle, créations artistiques et esthétiques

Master/LLM mention droit des affaires, parcours droit des affaires comparé

Master mention droit des affaires, parcours transports, assurances, douanes

Master mention droit des affaires, parcours juriste d'affaires, éthique et compliance

Master mention Justice, procès, procédures, parcours médiation

Master mention droit public, parcours droit public général (avec option droit de l'urbanisme et du patrimoine)

Master mention droit public, parcours droits de l'homme

Master mention administration publique, parcours développeur territorial

Master mention administration publique, parcours collaborateur d'élus

Master mention administration publique, parcours manager des organisations publiques

Master mention administration publique, parcours manager des ressources humaines publiques

# Organisation des mentions de master en droit privé, droit des affaires et JPP

Mention Droit privé  
(1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> année) :  
3 parcours

Contrats -  
droit des  
événements  
sportifs et  
culturels  
[alternance  
en option]

Commissaire  
de justice

Contentieux  
des contrats

Mention Droit des affaires  
(1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> année)  
4 parcours

Juriste  
d'affaires,  
éthique et  
compliance

Propriété  
intellectuel  
le- Droit  
des  
créations  
artistiques  
et  
esthétiques

Droit des  
affaires  
comparé-LLM  
(collaboration  
avec  
l'université de  
Montréal)

Transports,  
assurances,  
douanes

Mention  
Justice, procès,  
procédures  
(1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> année)

Parcours  
médiation

# Organisation des mentions de master en droit public et administration publique

Mention  
Droit  
public

Mention Administration  
publique

M1 Droit  
public

M1 Administration publique

M2 Droit  
public  
général

M2 Droits de  
l'homme

M2 Concours  
de la haute  
fonction  
publique  
(jusqu'à la  
rentrée 2022  
incluse)

M2  
Développeur  
territorial

M2  
Collaborateur  
des élus

M2 Manager  
des  
organisations  
publiques

M2 Manager  
des  
ressources  
humaines  
publiques

# Focus sur les parcours de master

## Master mention privé, parcours « commissaire de justice » (CDJ)

Responsable pédagogique : Sylvie Bernigaud

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : le parcours "Commissaire de justice" constitue un atout pour les étudiant.es qui se destinent à être commissaires de justice. La formation dispensée intéresse également les étudiant.es qui souhaitent travailler en milieu d'entreprise (par exemple, au sein d'un service juridique « contentieux »). Elle s'appuie sur un partenariat professionnel fort avec la chambre régionale des huissiers de justice (futurs commissaires de justice) du ressort de la Cour d'appel de Lyon. Elle fait ressortir le passage progressif d'une formation théorique à une approche plus pratique.

L'objectif essentiel de la 1<sup>e</sup> année de la formation est de donner aux étudiant.es des connaissances solides en droit privé, notamment en droit civil, et en matière de procédures, afin poursuivre leur formation privatiste et d'amorcer une spécialisation.

En 2<sup>e</sup> année de la formation, la professionnalisation est au cœur de la formation. La connaissance de l'environnement professionnel futur des étudiant.es est ainsi privilégiée. Cette connaissance passe, en premier lieu, par le contenu des enseignements qui vise un fort souci d'opérationnalité. Les cours, très orientés vers la pratique et dispensés pour partie par des huissiers de justice (futurs commissaires de justice), permettent aux étudiant.es de mieux appréhender en amont les exigences de leur futur environnement professionnel, source d'opportunités de recrutement.

Exemples de cours en M2 : déontologie, statut des baux commerciaux et baux d'habitation, rédaction des actes de procédure, saisie immobilière, droit des garanties et des sûretés...

Durée minimale du stage en M2 : 15 semaines pour le stage obligatoire ; stage volontaire facultatif deux jours par semaine en étude, les jeudis et vendredis ; emploi du temps adapté en M2.

Débouchés professionnels : Commissaire de justice, collaborateur en étude d'huissier de justice, juriste contentieux (entreprises, banques...), etc.

Responsable pédagogique : Clément Durez

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : la 1ère année de parcours propose une formation généraliste en droit privé et des affaires afin de permettre à ses étudiant.es de bénéficier d'un socle de connaissances solide, tout en amorçant un début de spécialisation avec des enseignements de techniques contractuelles appliquées au droit des événements sportifs et culturels.

La 2ème année du parcours « Contrats - Droit des événements sportifs et culturels », qui peut être suivie en alternance, a été conçue autour des problématiques juridiques transversales et variées auxquelles les juristes et avocat.es qui travaillent dans le domaine du droit des contrats et/ou dans le domaine de l'événementiel sont confronté.es dans leur vie professionnelle. Si ce parcours propose d'étudier certains aspects de la réglementation spécifiquement applicable aux activités sportives et culturelles, il a pour objet principal d'appréhender l'ensemble des questions juridiques et plus particulièrement contractuelles soulevées par l'organisation d'un événement ouvert au public. L'acquisition de ces connaissances pratiques sera facilitée par la réalisation d'un contrat en alternance (contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation) ou d'un stage de longue durée.

Exemples de cours en M2 : Droit de la construction, Droit des achats, Techniques contractuelles approfondies, Droit de la compliance, Droit du numérique, Droit des assurances et de la responsabilité, Droit de la propriété intellectuelle, Droit des contrats sportifs, Contrats du spectacle, Droit public, Anglais juridique des contrats

Durée minimale du stage en M2 : 240 jours (pour les étudiants qui ne suivent pas le parcours en alternance)

Débouchés professionnels : juriste au sein d'une entreprise dans les secteurs du sport et de la culture ou dans toute autre entreprise dont le service juridique possède un département "droit économique" ou "droit des contrats", au sein d'associations mais aussi de collectivités publiques "contract manager« , avocat.e spécialisé.e en droit du sport, droit de la culture et/ou droit des contrats.

Modalités de l'alternance : la formation des étudiant.es en 2ème année de parcours C-DESC sera organisée en 4 phases progressives qui ont pour vocation de mettre l'accent sur les cours en début de formation puis sur le temps passé en entreprise par la suite (voir sur le rythme de l'alternance : <https://www.univ-lyon2.fr/master-2-droit-prive-contrats-droit-des-evenements-sportifs-et-culturels#programme>).

## Master mention privé, parcours « Contentieux des contrats » (CDC)

Responsable pédagogique: Jérémy Jourdan-Marques

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : offrir une formation complète, théorique et pratique, permettant la maîtrise de la procédure et du droit substantiel en droit des contrats civils et commerciaux. L'objectif est de faire en sorte que les étudiants diplômés aient une formation solide afin de leur permettre de prendre en main une affaire aussi bien dans ses aspects procéduraux que dans sa résolution au fond. La 1<sup>e</sup> année propose une formation mixte permettant aux étudiant.es d'appréhender ensemble le droit des contrats civils et commerciaux et les procédures afférentes : les étudiant.es suivront des travaux dirigés dans les matières fondamentales de la procédure (procédure civile approfondie, droit des entreprises en difficulté, droit processuel et procédures civiles d'exécution). La seconde année constitue un approfondissement de la formation en matière de contentieux des contrats. A travers sa vocation généraliste et la possibilité de réaliser un mémoire de recherche (option recherche), il est de nature à permettre à certain.es étudiant.es de poursuivre sur une thèse.

Exemples de cours en M2 : arbitrage, procédure civile, droit approfondi des contrats civils, droit approfondi des contrats commerciaux, séminaires, participation à des concours d'arbitrage.

Durée minimale du stage optionnel en M2 : 3 mois

Débouchés professionnels : avocat, magistrat, juriste en entreprise.

Responsable pédagogique : Anne-Emmanuelle Kahn

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : la première spécificité de cette formation est de permettre aux étudiants d'acquérir, en plus de leur spécialisation en droit des affaires, une spécialisation en droit de la propriété intellectuelle, avec un éclairage particulier autour des créations d'art appliqué qui permettent notamment de croiser le droit d'auteur, le droit des dessins et modèles et le droit des marques. La dimension internationale et européenne du droit de la PI est très marquée ainsi que le traitement des disciplines en lien direct avec la PI, comme le droit de la concurrence, le droit international privé de la PI ou encore la technique contractuelle. L'apprentissage de ces matières se réalise à travers une analyse poussée des décisions européennes et nationales et la capacité à réutiliser ces décisions au service d'un « client » particulier. La seconde spécificité de cette formation repose sur sa dimension très professionnalisante avec de nombreuses interventions pratiques de professionnels (avocats, CPI, juristes d'entreprises), des exercices pratiques permettant de préparer les étudiants à leur stage et à l'entrée dans la vie professionnelle (rédaction de contrats, cas pratiques, plaidoirie, conseil aux jeunes créateurs, éloquence...). La 1<sup>ère</sup> année de parcours propose une formation généraliste en droit privé et des affaires afin de permettre à ses étudiant.es de bénéficier d'un socle de connaissances solide, tout en amorçant un début de spécialisation à travers des séminaires de spécialisation. La 2<sup>nd</sup>e année offre une formation plus spécialisée et à caractère professionnalisant.

Exemples de cours en M2 : cours dans les matières du droit de la PI (avec des exercices pratiques, l'analyse des décisions de jurisprudence afin d'être en capacité de les réutiliser... : enseignements partagés entre des intervenants universitaires et professionnels), cours transversaux (droit international privé, droit de la concurrence, technique contractuelle, histoire du design, droit comparé de la PI, NTIC, étude du contentieux...). Exercices pratiques : cas pratiques, rédaction et négociation de contrats, plaidoirie, conseil aux jeunes créateurs...

Durée minimale du stage en M2 : 3 mois en France à ou l'étranger dans des cabinets d'avocats, de CPI, en juridiction, dans des institutions (INPI, EUIPO...), dans des entreprises, dans des associations culturelles...

Débouchés professionnels : avocat, CPI, juriste d'entreprise, magistrat, juriste dans une institution (INPI, EUIPO...), juriste en structures culturelles, douanes, DGCCRF...

Mobilité à l'étranger : possibilité de suivre le double cursus avec l'Université de Sherbrooke au Canada

Responsable pédagogique : Jean-Louis Navarro

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : formation d'excellence en droit des affaires mise en œuvre en collaboration avec l'une des plus prestigieuses universités francophones au monde, l'Université de Montréal. Cette formation permet d'obtenir deux diplômes en un an : un M2 et un LLM (double diplomation). Elle se déroule sur deux continents en alternance entre Lyon (premier semestre) et Montréal (second semestre). Cette formation s'adresse à des étudiants à la recherche d'une formation à la fois pratique et généraliste en droit des affaires avec une dimension internationaliste et comparatiste marquée, que l'étudiant.e peut, de plus, personnaliser en fonction de son projet professionnel.

La 1<sup>ère</sup> année de parcours propose une formation généraliste en droit privé et des affaires afin de permettre à ses étudiant.es de bénéficier d'un socle de connaissances solide, tout en amorçant un début de spécialisation à travers des séminaires de spécialisation. La 2<sup>nd</sup>e année offre une formation plus spécialisée et à caractère professionnalisant.

Exemples de cours en M2 : Gouvernement d'entreprise ; Droit américain des sociétés (en anglais) ; Droit britannique des sociétés (en anglais) ; Droit américain des contrats (en anglais) ; Droit britannique des contrats (en anglais) ; Droit allemand des sociétés (en français) ; Droit allemand des contrats (en français) ; Technique contractuelle ; Droit du commerce international ; Droit des affaires canadien

Durée minimale du stage en M2 : 2 mois

Débouchés professionnels : A la suite de la formation une très large majorité d'étudiant.es prépare l'examen d'entrée à l'Ecole des avocats. Certains, nettement plus minoritaires, s'orientent vers l'entreprise et recherchent immédiatement un emploi. Les étudiant.es travaillent par la suite dans des cabinets d'affaires en France ou à l'étranger. L'originalité de la formation par son alternance et sa double diplomation constitue un point fort dans la recherche de stages ou d'emplois.

Mobilité à l'étranger : mobilité obligatoire pour l'ensemble de la promotion au second semestre au Canada, à Montréal. Les frais d'inscription complémentaires pour le LLM sont de 1 500 euros (pour nationalité autre que française et belge : 10 000 euros).

## Master mention droit des affaires, parcours « Juriste d'affaires, éthique et compliance » (JAEC)

Responsable pédagogique : Alexandre Quiquerez

Pour le parcours en partenariat avec l'Université de Sherbrooke : Catherine Schmitter

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : le Master Juriste d'affaires, éthique et compliance offre des enseignements couvrant l'ensemble du droit des affaires avec une approche centrée sur les instruments éthiques et de conformité. Un focus particulier est effectué sur les règles anti-blanchiment, anti-corruption, anti-fraude et de protection des données personnelles. Les étudiant.es sont formé.es tant en droit français, qu'en droit de l'Union européenne et droit international. Les aspects pratiques et technologiques sont intégrés dans la formation, de manière à former l'étudiant.e à la polyvalence et à l'adaptabilité aux évolutions économiques et technologiques. L'étudiant.e est formé.e à l'approche par les risques et à l'intégration de considérations éthiques dans les projets d'entreprise, notamment pour l'élaboration de plans de conformité, de chartes et de stratégies juridiques. Interviennent dans la formation universitaires et professionnels spécialisés d'entreprises lyonnaises partenaires (La Nef, Biomérieux, Banque St Olive, etc.).

La 1<sup>ère</sup> année de parcours propose une formation généraliste en droit privé et des affaires afin de permettre à ses étudiant.es de bénéficier d'un socle de connaissances solide, tout en amorçant un début de spécialisation à travers des séminaires de spécialisation .

La 2<sup>nd</sup>e année offre une formation plus spécialisée et à caractère professionnalisant.

Exemples de cours en M2 : le programme d'enseignement du Master JAEC recouvre principalement le droit bancaire et financier, le droit pénal des affaires, le droit des données personnelles. Il comprend également une formation au droit fiscal des affaires, au droit de la propriété intellectuelle et des technologies nouvelles et au droit social. Une place importante est donnée à la langue anglaise et aux compétences d'expression écrite et orale, ainsi qu'aux travaux collectifs. Les enseignements sont dispensés à travers une approche transversale et pratique.

Durée minimale du stage de M2 : 3 mois

Débouchés professionnels : juristes d'entreprise dans divers secteurs économiques, avocats d'affaires, compliance officer/responsable juridique et conformité, analyste lutte contre le blanchiment...

Mobilité à l'étranger (en projet) : possibilité sur candidature d'effectuer le premier semestre à l'Université de Sherbrooke au Canada et d'obtenir le diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de droit des affaires et risques de l'entreprise.

Responsables pédagogiques : Mme Isabelle Bon-Garcin, M. Emmanuel Joannard-Lardant, Mme Maud Liaras

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : l'objectif est de permettre aux étudiant.es d'entrer rapidement sur le marché du travail en formant des juristes compétents pour l'ensemble des modes de transport. Ils sauront ainsi gérer les conventions avec les transporteurs et tous les partenaires économiques de la chaîne logistique et maîtriser les dispositions relatives à l'assurance transport, au droit douanier ainsi que celles liées aux ventes internationales, en particulier les Incoterms.

La pédagogie s'efforce de lier acquisition de connaissances et solutions de cas pratiques. La formation offre ainsi des enseignements fondamentaux et une présentation plus concrète des questions abordées. Cela implique un partage équilibré entre enseignants-chercheurs et praticiens spécialisés reconnus pour chacun d'entre eux comme le spécialiste du thème traité. Des conférences thématiques sont également organisées au cours de l'année en fonction de l'actualité juridique et économique du secteur, dispensées par des acteurs économiques du monde des transports et de la logistique.

La 1<sup>ère</sup> année de parcours propose une formation généraliste en droit privé et des affaires afin de permettre à ses étudiant.es de bénéficier d'un socle de connaissances solide, tout en amorçant un début de spécialisation à travers des séminaires de spécialisation. La 2<sup>nd</sup>e année offre une formation plus spécialisée et à caractère professionnalisant.

Exemples de cours en M2 :

-Droit des transports par route : ces séminaires permettent l'analyse détaillée du droit français et international qui s'appliquent au contrat de transport routier de marchandises et de personnes et offrent une mise en situation professionnelle par l'étude de dossiers ou de jeux de rôles.

-Droit douanier 1 et 2 : ces séminaires sont destinés à offrir une maîtrise des concepts fondamentaux du droit douanier français et européen. Ils sont composés d'une partie théorique mais offrent une large place à l'étude de cas pratiques. Ces séminaires sont dispensés par des professionnels reconnus qui conseillent de grandes entreprises de la région Auvergne-Rhône-Alpes et bien au-delà.

Durée minimale du stage en M2 : 3 mois.

Débouchés professionnels : Responsable du service juridique d'une entreprise de transport et/ou logistique, Responsable du service contentieux, Gestionnaire de sinistre, Juriste d'entreprise, Déclarant douane, Responsable douane, Inspecteur/trice des douanes, Avocat.e

Mobilité à l'étranger : le stage peut s'effectuer à l'étranger.

Responsable pédagogique : Adrien Bascoulergue

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation :

- Développer une approche pluridisciplinaire du conflit
- Développer une connaissance approfondie des modes amiables de règlement des différends
- Maîtriser le processus et les techniques de médiation (écoute active, reformulation, communication non violente...)
- Encadrer des projets de médiation dans des structures privées ou publiques

Exemples de cours :

- Aspects sociologiques du conflit
- Arbitrage
- Droit collaboratif
- Processus et techniques de médiation

Durée minimale du stage : 2 mois

Débouchés professionnels : Cadre de la médiation, Juriste de contentieux et modes amiables, Responsable de service juridique, Médiateur social  
Médiateur scolaire, Médiateur pénal, Médiateur judiciaire, Médiateur administratif, Médiateur interculturel, Chef de projet en médiation

Mobilité à l'étranger : le Master est un diplôme en partenariat international qui permet d'obtenir la Maîtrise en Prévention et Règlement des Différends de l'Université de Sherbrooke à l'issue d'un séjour d'études sur le Campus de Longueuil à Montréal au deuxième semestre du Master 2.

Plus d'informations : <https://www.mediation-lyon2.com>

**Master mention droit public, parcours « droit public général » (avec option droit de l'urbanisme et du patrimoine)**

**Responsable pédagogique de la 1<sup>e</sup> année « droit public » : Pascal Planchet**

**Responsables pédagogiques de la 2<sup>e</sup> année « droit public général » : Valérie le Bihan, Pascal Planchet**

**Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : l'objectif essentiel de la 1<sup>e</sup> année de master est d'offrir aux étudiant.es une solide formation en droit public, qu'il s'agisse notamment du droit public des affaires, du droit des libertés et du droit des contentieux publics. La formation proposée par le M1 Droit public est généraliste et prolongée par celle, également généraliste, proposée par le M2 Droit public général.**

**Celui-ci permet d'approfondir sa formation en droit public général, tout en offrant une possibilité de se spécialiser en droit de l'urbanisme et du patrimoine. Des séminaires d'entraînement aux différentes épreuves des concours et de mise en pratique sont proposés, complétés par un stage obligatoire et un mémoire de recherche facultatif. Initiation à la recherche et/ou professionnalisation sont donc les deux piliers de cette formation.**

**Exemples de cours en M2 : Droit constitutionnel approfondi, contentieux constitutionnel approfondi, contentieux administratif appliqué, droit de l'action publique, droit public financier approfondi, protection européenne des droits de l'homme... Enseignements au sein de l'option droit de l'urbanisme et du patrimoine : droit de l'urbanisme et de la construction approfondi, financement et fiscalité de l'urbanisme et du patrimoine, urbanisme et normes environnementales, urbanisme et droit du patrimoine.**

**Stage : Stage obligatoire de 15 jours minimum (sans rapport de stage) si mémoire de recherche ;  
stage obligatoire de 3 mois minimum (avec rapport de stage) si absence de mémoire de recherche.**

**Débouchés professionnels : barreau, consultation et expertise en droit public et en droit de l'urbanisme et du patrimoine (dans les collectivités locales, les établissements publics, les grandes entreprises de promotion immobilière), enseignement et recherche, concours d'entrée dans les juridictions administratives.**

Responsable pédagogique de la 1<sup>e</sup> année « droit public général »: Pascal Planchet

Responsables pédagogiques de la 2<sup>e</sup> année « droits de l'homme » : Aurélia Schahmaneche et Xavier Souvignet

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : avant de suivre le parcours "droits de l'homme" en 2<sup>e</sup> année de master, les étudiant.es suivent une formation généraliste en droit public en 1<sup>e</sup> année de master mention droit public, tout en amorçant une spécialisation au 2<sup>nd</sup> semestre avec une UE dédiée au droit des libertés (la formation est également ouverte sur candidature à des étudiant.es provenant d'autres universités en fonction des capacités d'accueil).

L'objectif de cette formation est de permettre aux étudiants d'approfondir leurs connaissances en droits de l'homme - dans une perspective pluridisciplinaire alliant approche juridique, juridique, historique et philosophique - de les initier à la recherche en droit et de leur permettre une première immersion dans le monde professionnel en leur offrant la possibilité de faire un stage d'une durée maximale de 6 mois.

Les enseignements consistent en des cours et des séminaires (enseignements interactifs au cours desquels les étudiants sont invités à réfléchir collectivement aux différentes thématiques abordées). Ils sont en règle générale en lien direct avec les travaux scientifiques des enseignants-chercheurs. Les enseignements en droit sont complétés par une participation des étudiant.es au concours de plaidoiries René Cassin, un enseignement en langue anglaise, un module d'insertion professionnelle et par une méthodologie de la recherche qui permet d'accompagner les étudiant.es dans leur travail de recherche et de rédaction de leur mémoire. Ce travail scientifique, conçu sous la direction d'un enseignant habilité à diriger les recherches, est rédigé au cours du second semestre. Il donne lieu à soutenance devant un jury composé de membres de l'équipe pédagogique. Ce mémoire peut être remplacé par un rapport de stage en cas de stage long (durée supérieure ou égale à 3 mois). Il est attendu des candidat.es - titulaires d'un Master 1 en droit ou titulaire d'un autre diplôme reconnu équivalent par la Commission de recrutement - des connaissances et un bon niveau en droits et libertés fondamentaux, droit européen des droits de l'homme et/ou droit international des droits de l'homme. Les connaissances et le niveau dans les matières "phares" du droit public que sont le droit constitutionnel et le droit administratif sont également importants. Il est également attendu du de la candidat.e qu'il/elle démontre son intérêt pour les droits de l'homme et fasse part de manière argumentée et convaincante de l'adéquation de son profil et de son projet professionnel avec la formation proposée.

Exemples de cours en M2 : fondements juridiques des droits de l'homme : avec des enseignements sur la construction juridique des droits de l'homme depuis 1789 et sur la théorie de l'Etat et des libertés publiques ; systèmes de protection des droits de l'homme : avec des enseignements sur la protection constitutionnelle, la protection internationale et européenne et la protection par la juge administratif ; fondements philosophiques et sociologiques des droits de l'homme (12h), Droits de l'homme et/ou droit de l'humanité ? ; diverses thématiques : environnement, laïcité, données personnelles, étrangers, droits économiques et sociaux ; mémoire.

Durée minimale du stage en M2 : 15 jours

Débouchés professionnels : juriste publicistes « généralistes », juristes dans des ONG, juristes dans des associations de défense et de protection de droits humains, juristes dans des organisations internationales, avocats, magistrats.

## Master mention administration publique, parcours « Développeur territorial »

Responsable pédagogique : Marie-Odile Nicoud

Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : avant de suivre le parcours "Développeur territorial" en 2e année de master, les étudiant.es suivent une formation généraliste en 1e année de master mention administration publique, tout en étant formés au droit public, à la gestion publique et à la méthodologie des concours. La formation est également ouverte sur candidature à des étudiant.es ayant suivi une 1e année de master en sciences humaines et sociales dans d'autres universités en fonction des capacités d'accueil.

Le parcours "Développeur territorial" forme à de nouveaux métiers de l'action locale exigeant des professionnels susceptibles d'exercer plusieurs rôles en fonction des divers interlocuteurs, contextes et situations : expert, assembleur, négociateur, facilitateur, animateur.

Ce parcours forme plus spécifiquement à ce métier qui exige une connaissance et une compréhension des processus de développement local, des écosystèmes territoriaux et une maîtrise de la conduite, de l'animation, du suivi et de l'évaluation des projets de développement économique des territoires.

Exemples de cours en M2 : Acteurs, instruments et objet des politiques publiques ; Diagnostic territorial ; Politiques d'aménagement et de développement durable du territoire ; Analyse de l'impact des transitions numériques et écologiques sur l'économie ; Analyse de l'environnement socio-économique des demandes et des besoins des entreprises

Durée minimale du stage en M2 : 5 mois

Débouchés professionnels : Métiers du développement local dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics de coopération, dans les services déconcentrés de l'État, dans les associations locales de développement, les sociétés publiques locales, les structures de conseil en développement local, les bureaux d'études

**Master mention administration publique, parcours Concours de la haute fonction publique >>**

**Responsable pédagogique de la 1<sup>e</sup> année : Marie-Odile Nicoud**

**Responsable pédagogique de la 2<sup>e</sup> année : Elise Fraysse**

**Objectifs et spécificités pédagogiques de la formation : préparation aux concours de la haute fonction publique, de catégorie A et A+, pour les concours généraux de la haute fonction publique hospitalière, territoriale et d'Etat. 12 places sont réservées aux "Prépa Talents", c'est à dire aux étudiants boursiers ou demandeurs d'emploi à faibles revenus.**

**Avant de suivre le parcours "Concours de la haute publique" en 2<sup>e</sup> année de master, les étudiant.es suivent une formation généraliste en 1<sup>e</sup> année de master mention administration publique, voire de mention Droit public, tout en étant formés au droit public et à la méthodologie des concours. En fonction du nombre de places disponibles, la formation est également ouverte sur candidature à des étudiant.es ayant suivi une 1<sup>e</sup> année de master dans d'autres universités.**

**Exemples de cours en M2 : Culture générale, droit public, finances publiques, questions européennes et internationales, note de synthèse, etc.**

**Durée minimale du stage en M2 : 1 mois**

**Débouchés professionnels : Concours de la fonction publique**

## Master mention administration publique, parcours « Management des organisations publiques » (MOP)

Responsable pédagogique de la 1<sup>e</sup> année : Marie-Odile Nicoud

Responsable pédagogique de la 2<sup>e</sup> année : Michel Guillot

Diplôme en partenariat avec :

Plate-forme régionale d'appui interministériel à la GRH de la région Auvergne-Rhône-Alpes (PFRH-ARA) de la préfecture Auvergne Rhône-Alpes.

Le Master Administration publique est structuré sur deux années. La première année constitue d'un tronc commun permettant d'accéder aux quatre parcours de la seconde année, à la fois spécialisés et transversaux.

La première année du master Administration publique se compose de trois unités d'enseignements par semestre :

- la première approfondit le cadre juridique de l'action publique (nationale et locale)
- la deuxième porte sur le management public lato sensu envisageant successivement cette notion dans ses enjeux stratégiques et opérationnels
- la troisième est consacrée à la préparation aux concours administratifs (méthodologie des épreuves écrites et orales) et à la pratique professionnelle.

La seconde année du master Administration publique, parcours MOP, se compose de cinq unités d'enseignement, cours délivrés au premier semestre, le second semestre étant consacré au stage en univers professionnel.

Exemples de cours en M2 : Théorie du management, Management d'équipe et outils de base du management, Management innovant, Gestion des conflits, pilotage budgétaire et marge de manœuvre, les fonctions RH du cadre, le manager et la commande publique, Responsabilité pénale du cadre

Stage : Stage obligatoire d'une durée globale de 6 mois correspondant environ à 900 heures. En France ou à l'étranger

Débouchés professionnels : les diplômés du master ont vocation à travailler à des postes d'encadrement dans les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements hospitaliers, les établissements publics rattachés à l'Etat et aux collectivités territoriales, les établissements ou entreprises chargés d'un service public de transport, d'énergie, de communication, les organismes de sécurité sociale.

## Master mention administration publique, parcours « Manager des ressources humaines publiques »

Responsable pédagogique de la 1<sup>e</sup> année : Marie-Odile Nicoud

Responsable pédagogique de la 2<sup>e</sup> année : Michel Guillot

Le Master Administration publique est structuré sur deux années. La première année constitue d'un tronc commun permettant d'accéder aux quatre parcours de la seconde année, à la fois spécialisés et transversaux.

Le parcours de seconde année de manager des ressources humaines publiques se compose de cinq unités d'enseignement, cours délivrés au premier semestre, le second semestre étant consacré au stage en univers professionnel. Les deux premières unités d'enseignement sont communes aux quatre parcours de Master 2 Administration publique et s'attachent, d'une part, à présenter les nouveaux enjeux de l'action publique et, d'autre part, à consolider les compétences transversales des étudiant.es et professionnel.les inscrit.es dans le parcours. La troisième unité est commune aux deux parcours Manager des organisations publiques et Manager des RH publiques et concerne les nouveaux enjeux du management social. La quatrième unité porte sur le droit social des fonctions publiques. La cinquième unité porte sur la gestion des ressources humaines publiques.

Exemples de cours en M2 : Droit approfondi de la fonction publique, Droit des agents non-titulaires, Droit des agents non-titulaires, Droit des agents non-titulaires, Droit syndical et pratique du dialogue social, Droit syndical et pratique du dialogue social, Droit des agents non-titulaires, Droit syndical et pratique du dialogue social, Principes fondamentaux de la GRH, Gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences, Conditions de travail, hygiène et sécurité, Sociologie des organisations et du travail

Stage : Stage obligatoire d'une durée globale de 6 mois correspondant environ à 900 heures. Un stage à l'étranger est possible.

Débouchés professionnels : Directeur/trice des RH, Assistant.e du de/la directeur/trice des RH, Chargé.e du recrutement, de la formation, de l'audit social, de la GPEEC, du conseil en mobilité carrière, des conditions de travail, Chargé.e de mission modernisation, Consultant.e externe relevant d'un cabinet de gestion des ressources humaines territoriales, les établissements ou entreprises chargés d'un service public de transport, d'énergie, de communication, les organismes de sécurité sociale.

## Master mention administration publique, parcours « Collaborateurs d'élus »

Responsable pédagogique de la 1<sup>e</sup> année : Marie-Odile Nicoud  
Responsable pédagogique de la 2<sup>e</sup> année : Loïc Chabrier

Le Master Administration publique est structuré sur deux années. La première année constitue un tronc commun permettant d'accéder aux quatre parcours de la seconde année, à la fois spécialisés et transversaux.

Le parcours de seconde année de collaborateur d'élus consiste à former les collaborateurs/trices des élus.es, en leur donnant les outils juridiques nécessaires pour accompagner au mieux les décideurs/décideuses politiques et assurer l'interface avec les services administratifs et les administrés.es.

Exemples de cours : droit des assemblées, droit électoral, construction du discours politique, approche stratégique de l'action politique, relations avec la presse de la communication digitale...

Stage : durée minimale de 3 mois.

Débouchés : assistant parlementaire, collaborateur de cabinet dans les exécutifs locaux, chargé.es de mission dans les collectivités territoriales ou établissements publics, cabinets de lobbying, agence ou direction de communication politique...

## E-Candidat pour les 1<sup>e</sup> année de master

<https://ecandidat.univ-lyon2.fr/>

Ouverture entre le 15 avril et le 15 mai

Pièces du dossier :

- Diplômes et relevés de note des études supérieures en France ou à l'étranger (y compris les résultats définitifs ou partiels de l'année en cours).
- Curriculum vitae
- Lettre de motivation
- Document complémentaire pouvant être demandé : fiche de vœux ; pour la mention administration publique : capsule vidéo de présentation.

<https://www.univ-lyon2.fr/formation/candidatures> [information sur les dates pour les 2<sup>e</sup> année de master]

# Éléments-clefs des formations

- Enseignements fondamentaux mais aussi **professionnalisants** : cours dispensés par des enseignants-chercheurs (professeurs d'université, maîtres de conférences) et des professionnels (avocats, magistrats, juristes d'entreprise ou d'établissements publics...)
- **Internationalisation** de la formation : parcours Minerve, diplômes universitaires (DU) Juriste international et International Business Lawyer, possibilité de partir en L3 ou M1, durant ou deux semestres, à l'étranger dans l'une des 33 universités européenne partenaires et trentaine d'universités hors Europe, partenariats privilégiés au niveau master avec les Universités de Sarrebruck, Montréal, Sherbrooke...
- Lien avec la **recherche** :
  - intégration des travaux de recherche dans les enseignements (mémoire par ex.)
  - adossement à l'Unité de Recherche en droit - Transversales
- Outils d'enseignement à distance : plateforme de cours Moodle, enseignements des TIC de licence à distance

# Quelques statistiques (devenir des diplômés 2014-2015 au 1<sup>er</sup> décembre 2017)

- Master droit processuel (Commissaire de justice) : 80 % en emploi
- Master droit des affaires et RSE (juristes d'affaires, éthique et compliance) : 80 %
- Master droits de l'homme : 85 % en emploi
- Master droit et gestion des ressources humaines dans les secteurs publics : 90 % en emploi

# Pour en savoir plus

- [www.univ-lyon2.fr](http://www.univ-lyon2.fr), spécialement : [https://www.univ-lyon2.fr/formation/nos-  
formations](https://www.univ-lyon2.fr/formation/nos-formations)
- <http://droit.univ-lyon2.fr>
- [https://twitter.com/de\\_daubie](https://twitter.com/de_daubie)
- Facebook : [@FacDroit.Lyon2](https://www.facebook.com/FacDroit.Lyon2)
- Linkedin : <https://www.linkedin.com/company/fdjvd/>